

Face à une société rendue malade par la course aux profits,

**L'extrême-droite prescrit la haine et la
division : c'est un poison,
pas une solution !**

Les résultats des élections européennes et la décision de dissolution de l'Assemblée Nationale ont ouvert une nouvelle séquence politique qui pourrait amener l'extrême-droite au pouvoir.

Beaucoup de salariés subissent les conséquences du « Macronisme » depuis 7 ans (ou 12 ans car, pour rappel, E. Macron a été secrétaire général de l'Élysée sous F. Hollande dès 2012, puis ministre de l'Économie et inspirateur des Lois « Travail » de 2016). Les derniers exemples en date sont la réforme des retraites de 2023 et celle de l'assurance chômage, que G. Attal veut imposer par décret la semaine prochaine. La colère que ressentent bien des travailleurs (qu'ils soient en activité, à la retraite ou privés d'emploi) est complètement légitime. Nous la partageons entièrement car E. Macron et ses gouvernements sont au service du grand patronat et des grandes fortunes depuis le début.

Attention, diversion haineuse !

Mais, dans ce contexte, cette colère est dévoyée par des politiciens d'extrême-droite qui distillent la haine de « l'étranger » et la division entre les salariés. Pour eux, ce sont les « immigrés », voire les « Français d'origine étrangère » (à partir de combien d'ascendants étrangers d'ailleurs ?), ou les « assistés sociaux » qui « profitent du système ». Les 500 plus grandes fortunes françaises ont vu leur patrimoine être multiplié par 3.5 en à peine 10 ans et ce seraient les personnes qui risquent leur vie en traversant la Méditerranée qui poseraient problème ? Ce seraient les gens qui survivent avec le RSA (635 €/mois pour une personne seule) qui « abuseraient » ? Soyons sérieux, ne nous laissons pas aveugler par les discours de haine et regardons en face la réalité des chiffres : les 500 plus grandes fortunes de France possèdent... 1 170 milliards €, 1 000 milliards de plus qu'il y a 25 ans !

S'il y en a qui profitent de tout pour s'enrichir (des crises, du Covid, des délocalisations, de la mise en concurrence des travailleurs entre eux), ce sont bien les milliardaires et les grands actionnaires. En désignant comme responsable des maux de la société une partie de la population en fonction de son origine, de sa couleur de peau ou de sa religion supposée, les politiciens d'extrême-droite ne font finalement que protéger les grands bénéficiaires du système économique actuel. Pas étonnant qu'un milliardaire comme V. Bolloré soit l'instigateur de l'union entre l'extrême-droite et E. Ciotti (voir article du journal Le Monde ci-dessus). D'ailleurs, dès maintenant, le chef de file du RN, J. Bardella, donne des gages au grand patronat en revenant sur ses promesses d'abrogation de la réforme des retraites ou de suppression de la TVA sur les produits de première nécessité (voir article du journal Libération ci-dessus). **Les salariés qui pensent s'opposer « au système » en votant pour le Rassemblement National ou d'autres partis d'extrême-droite se trompent donc lourdement.**

Pourquoi la CGT-Lardy prend position ?

Certains se diront peut-être à la lecture de ce tract que ce n'est pas le rôle d'un syndicat de se positionner sur ces questions « politiques ». Nous considérons au contraire qu'en tant qu'organisation « de base » des travailleurs, nous sommes au cœur de questions qui concernent toute la population, et la « politique », c'est étymologiquement « *la vie de la cité* ». C'est en effet dans les entreprises que sont prises et appliquées des décisions fondamentales pour la population et la planète : qu'est-ce qu'on produit ? comment ? où ? avec quelle considération pour les travailleurs ? pour l'environnement ? à quel prix de vente ? comment répartir les bénéfices entre actionnaires, salariés et investissements ?

Si l'on devait donner un exemple récent des inextricables liens entre ce que nous vivons en tant que salariés et la politique, voici quelques extraits de l'article « *L'impitoyable chasse aux coûts de Carlos Tavares chez Stellantis* » du journal « Le Monde » au sujet du nouvel objectif que fixe le « cost-killer » C. Tavares :

- « Déjà champion de la gestion « low cost », le directeur général souhaite que 80 % de ses achats viennent de pays à bas coût d'ici à 2028 afin de faire monter sa rentabilité et son cours de Bourse. Il refuse de s'interroger sur l'impact politique des pertes d'emplois qui en résulterait. »



Le Monde
POLITIQUE - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2024
Législatives 2024 : comment les médias de Vincent Bolloré orchestrent l'alliance du RN et de la droite
CNews, Europe 1 et « Le JDD » usent de leurs synergies pour promouvoir le rapprochement entre le Rassemblement national et Les Républicains d'Eric Ciotti. Jusqu'à dicter tempo et thèmes de campagne.

Preuves d'amour
Devant le Medef, Jordan Bardella câline les grands patrons Libération

- « Il est convaincu qu'un vaste mouvement de concentration va se produire autour de cinq constructeurs de taille mondiale, dont Tesla, Toyota, un géant chinois et, promet-il, Stellantis. Pour faire partie des survivants, il ne voit qu'une solution : dégager une marge opérationnelle plus élevée que celle de ses concurrents et soigner ses actionnaires, pour faire monter sa valeur en Bourse. A Auburn Hills, il leur a promis le versement de 7,7 milliards d'euros de dividendes et de rachats d'actions en 2024 et vise, pour 2025, la fourchette supérieure de sa politique de distribution de dividendes (25 % à 30 % du bénéfice). »
- « « *Se demander s'il y a une limite à nos réductions de coûts, c'est comme se demander s'il y a des limites à nos cerveaux. J'assume pleinement cette démarche* », insiste Carlos Tavares, qui ne s'estime absolument pas responsable des conséquences politiques des délocalisations à venir et des emplois perdus en France, en Italie ou aux Etats-Unis. »

Pour toutes ces raisons, les militants de la CGT-Lardy, conscients des périls que la situation actuelle fait naître (tant économiques et sociaux qu'environnementaux et géopolitiques), se sont réunis la semaine dernière et ont décidé de s'adresser à l'ensemble des salariés du site.

La colère légitime que ressentent les salariés ne doit pas être dévoyée par le discours de haine de « l'étranger » et de division des travailleurs entre eux, selon l'origine, la couleur de peau ou la religion supposée. Face à un système économique malade de la course effrénée aux profits, il faut au contraire se regrouper, s'entraider, construire du collectif et s'unir pour ne plus subir.

A l'échelle du site de Lardy et quels que soient les futurs résultats électoraux, la CGT-Lardy ouvre ses portes à tous ceux qui veulent se joindre à une telle démarche. C'est la seule qui nous semble envisageable pour faire entendre les intérêts collectifs des salariés et pour faire reculer les idées de haine et de division de l'extrême-droite. Rejoignez-nous en vous syndiquant !



Le Compteur CTE, késako ?

Depuis l'accord Re-Nouveau 2025 (signé par la CFE-CGC, la CFDT et FO), le Compteur Temps Collectif (CTC) a été remplacé par le Compteur Temps Entreprise (CTE). Pour les usines, cela a accru la flexibilité puisqu'il peut être utilisé pour imposer des séances de travail le samedi en cas de forte activité ou des jours de congés avec un préavis très faible en cas de baisse d'activité.

Dans l'ingénierie, ces dispositions n'ont pas été appliquées à notre connaissance. Le CTE est donc surtout utilisé pour la gestion des 5 jours annuels imposés liés à la réduction du temps de travail (en réalité 4 jours utilisés pour certains « ponts » + la journée de « solidarité » annuelle). Mais s'y ajoute un autre aspect : à la fin de chaque trimestre (donc notamment à la fin juin), le Compteur Temps Individuel (CTI) est écrêté au-delà de 15 jours et le surplus est basculé dans le CTE. Certains salariés se retrouvent donc avec des congés bloqués sur le CTE, qu'ils ne peuvent poser eux-mêmes car ils sont « à la main » de la hiérarchie. La consigne donnée aux CUET est de proposer aux salariés qui ont entre 5 et 15 jours de CTE de les poser et ils ont obligation de le faire dans un délai de 3 mois pour les jours au-delà de 15 jours sur ce compteur CTE.

Nous conseillons donc aux salariés de poser leurs jours de CTI avant écrêtement (vous pouvez les poser avant le 30 juin pour les mois à venir, ils ne seront pas écrêtés si les congés sont validés par votre CUET). S'ils ont un CTE supérieur à 5 jours, ils peuvent aussi demander à leur CUET de poser des jours de CTE aux dates qui pourraient les arranger plutôt que de voir s'imposer des congés plus tard.

Voici les **résultats des élections professionnelles du nouvel établissement Renault SAS IDF** (près de 10 000 salariés répartis au Technocentre, à Boulogne, au Plessis, à VSF, à Cléon, à Lardy, à Aubevoye et à Douai !). Afin de donner une idée de l'évolution des votes,

nous indiquons une simulation basée sur les précédentes élections sur chacun des sites concernés en fonction des effectifs. La CFE-CGC est majoritaire sur ce nouvel établissement et

	Inscrits	Exprimés %	CGT	CFDT	FO	CFE-CGC	SUD	SMTE	UNSA
Résultats IDF 2024	9966	59.8%	7.3%	23.8%	2.0%	53.4%	7.1%	6.4%	0.0%
Simulation IDF dernières élections	9927	63.9%	7.0%	24.6%	5.1%	49.5%	6.5%	7.2%	0.2%
Variation 2024 - dernières élections		-4.1%	+0.4%	-0.9%	-3.0%	+3.8%	+0.6%	-0.7%	-0.2%

reste la seule organisation syndicale représentative avec la CFDT (plus de 10% des voix). La CGT progresse légèrement mais pas suffisamment pour devenir représentative, ce qui limite grandement les moyens en mandats et en heures de délégation. **Cela n'empêchera pas les élus CGT (dont Hélène Négrerie, de Lardy) de s'impliquer pleinement dans la défense des droits des salariés et de faire le lien entre les différents sites et entre les différentes filiales du groupe Renault.** Nous remercions tous ceux qui ont voté pour la CGT et reviendrons sur les résultats plus détaillés une fois que la direction aura communiqué les résultats site par site.

Contact : cgt.lardy@renault.com / Facebook : CGT.RENAULT.LARDY91

La CGT Lardy : syndicat de site pour tous les salariés du CTL
RENAULT - AMPERE – PRESTATAIRES – INTERIMAIRES – APR – ETAM - CADRES.

